

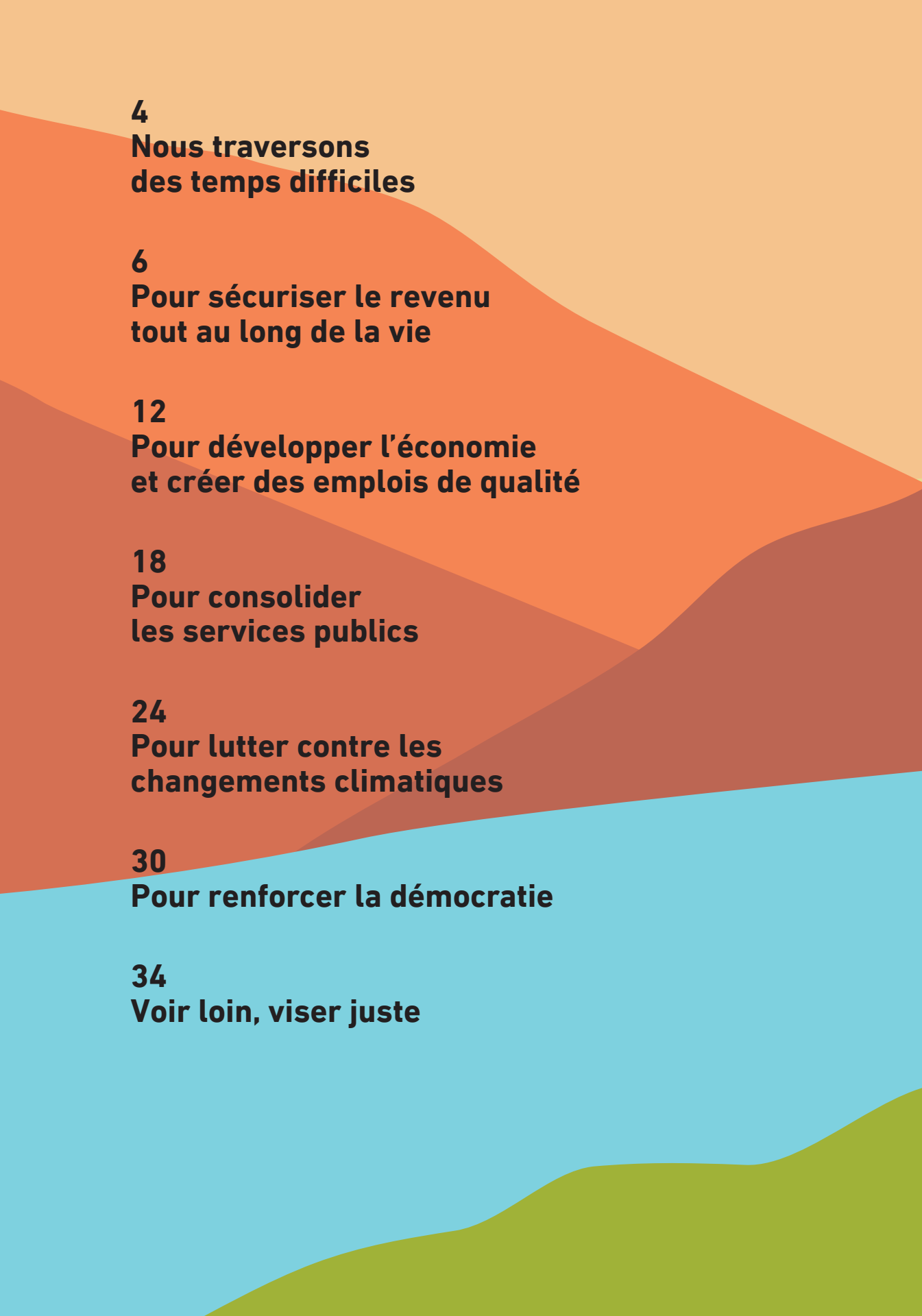
MANIFESTE

VOIR LOIN, VISER JUSTE



65^e Congrès de la CSN
Montréal – 2017

**VOIR
LOIN,
VISER
JUSTE**



4

**Nous traversons
des temps difficiles**

6

**Pour sécuriser le revenu
tout au long de la vie**

12

**Pour développer l'économie
et créer des emplois de qualité**

18

**Pour consolider
les services publics**

24

**Pour lutter contre les
changements climatiques**

30

Pour renforcer la démocratie

34

Voir loin, viser juste

Nous traversons des temps difficiles.

Des temps difficiles pour les hommes et pour les femmes de ce pays. Des temps difficiles pour les organisations qui défendent les droits et les intérêts du monde ordinaire.

Des temps difficiles pour les citoyennes et les citoyens qui ont payé le gros prix afin qu'un ministre des Finances triomphant puisse annoncer que l'équilibre budgétaire était atteint.

Mais à quel prix cet équilibre budgétaire a-t-il été atteint ? Au prix d'un saccage du réseau de la santé et des services sociaux, sur lequel un ministre trône comme un empereur des temps anciens, qui décide de tout et qui assiste, impassible, à la désintégration du réseau !

Un équilibre budgétaire obtenu au prix d'une détérioration constante des moyens mis à la disposition des écoles, des enseignantes et des enseignants. Des moyens toujours plus limités, des ressources toujours inadéquates.

C'est le modèle québécois qui est dans la mire des libéraux. Un modèle qui a permis à cette société d'être la plus égalitaire en Amérique.

Leur projet, c'est de rompre définitivement avec la société civile.

La justice sociale, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre les inégalités économiques ne sont pas un luxe que nous n'aurions plus les moyens de nous payer !

Des choix s'offrent à nous pour bâtir une société meilleure. Les mouvements sociaux ont obtenu des gains importants, même dans des périodes d'adversité : par exemple, la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale ; la création des centres de la petite enfance et des places à contribution réduite ; l'adoption de la Loi sur l'équité salariale.

Nous voulons que la société québécoise renoue avec le progrès social !

Et aux ténors de droite qui clament qu'il y a trop d'État, nous répliquons que les États et leurs gouvernements ont toujours un rôle majeur à jouer dans la protection des intérêts de leurs populations. Ils ont aussi les moyens de le faire.

Sur la politique énergétique, les libéraux fédéraux changent de langue selon qu'ils parlent vers l'Ouest ou vers l'Est. Qui va décider si un pipeline traversera 868 cours d'eau au Québec ? Où cette décision cruciale pour notre environnement sera-t-elle prise ? Pas ici, non ! Ailleurs ! Par d'autres ! À Ottawa !

Nous voulons remettre l'espoir à l'ordre du jour.

Que voit-on ? Du désabusement, du cynisme, de la colère, de l'indignation. Ce qui provoque un dangereux sentiment d'impuissance. Il faut en prendre la mesure. Ne pas nier le réel, mais tout faire pour le transformer.

IL Y A DES URGENCES !

Il faut s'attaquer à l'insécurité financière.

Il faut mettre à jour la Loi sur les normes du travail.

Il faut mettre en place une politique favorisant le développement économique et le plein emploi.

Il faut consolider nos services publics.

Il faut des mesures immédiates pour lutter contre les changements climatiques.

Il faut renforcer la vie démocratique en donnant davantage de pouvoir aux citoyennes et aux citoyens.

Lorsque c'est une oligarchie qui confisque l'ensemble des pouvoirs dans son intérêt, il ne peut en résulter qu'insécurité, pauvreté, perte de sens, inquiétude.

À la résignation, ce Manifeste veut opposer une vision et des revendications pour aller chercher de nouvelles avancées sur le chemin des libertés, des idéaux égalitaires, de la justice sociale et de la solidarité.

POUR SÉCURISER LE REVENU TOUT AU LONG DE LA VIE





Une société plus égalitaire, où les hommes et les femmes ont l'assurance d'une sécurité économique leur vie durant, voilà qui est au cœur de notre projet syndical.

UNE INSÉCURITÉ QUI SE GÉNÉRALISE

Les temps ont changé.

Avoir un emploi n'est plus une garantie contre l'insécurité. Les salaires stagnent et on peut être pauvre même en travaillant, les emplois atypiques se multiplient, l'accès à la syndicalisation est limité, la sous-traitance se propage.

Cette aspiration à la sécurité est brimée, entre autres, par la compétitivité des entreprises qui assurent leur survie avec de bas salaires et une fiscalité favorable.

On ferme les yeux sur l'exclusion de milliers de personnes du champ d'application des lois du travail.

On refuse de diminuer la pauvreté en ne procédant pas à une hausse significative du salaire minimum.

On se croise les bras quand les besoins sont pressants en matière de conciliation famille-travail-études.

Ce sont encore les femmes qui sont les premières victimes de ces choix. Cela doit cesser.

Le sort réservé aux personnes sans emploi ou à la retraite n'est pas plus réjouissant. La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été adoptée il y a quinze ans. Et pourtant, les prestations d'aide sociale ne couvrent toujours pas les besoins de base.

Ce n'est pas normal d'être obligés de s'entasser dans des logements insalubres !

Ce n'est pas normal d'être obligés d'aller dans des banques alimentaires parce qu'on occupe un emploi mal payé !

Moins de quatre personnes sur dix sont aujourd'hui admissibles aux prestations de chômage. Ce sont les femmes, majoritaires dans les emplois à temps partiel, qui en paient le prix.

Les personnes âgées ont de moins en moins les moyens de vivre dignement. Des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs ne disposent pas d'une protection adéquate de leur revenu à la retraite. On s'attaque aux régimes complémentaires de retraite à prestations déterminées.

UN AVENIR INCERTAIN

Les technologies liées au numérique, à la robotique et à l'intelligence artificielle viennent modifier en profondeur la quantité et la qualité des emplois. Les provisions juridiques et sociales actuelles ne suffiront pas.

La robotisation menace des emplois qui contribuent à financer les programmes de sécurité sociale et la formation professionnelle. Le progrès ne doit pas se faire au détriment de la qualité de vie de milliers de personnes ni au prix de la capacité de l'État d'assurer les services dont il a la responsabilité.

Les Uber et autres semblables, frauduleusement affublées des mots « économie de partage », font les manchettes pour les milliards qu'elles génèrent, mais aussi pour les piètres conditions de travail qu'elles imposent.

Dans la majorité de ces entreprises présentées comme le summum de l'innovation technologique, on refuse impunément de se soumettre aux réglementations et on ne se cache pas d'avoir massivement recours à l'évasion fiscale.

Elles utilisent des technologies du 21^e siècle, mais elles déploient des pratiques odieuses empruntées à la révolution industrielle du 19^e siècle.

Les agences de placement proposent d'embaucher des travailleurs à la demande, sur une base temporaire « afin d'avoir accès à des compétences dont elles ont besoin », précise-t-on.

Au Moyen-Âge, on utilisait l'expression « taillable et corvéable à merci » pour désigner le serf soumis tout entier à son seigneur. C'est cet état de dépendance qui est aujourd'hui le lot de trop de travailleuses et de travailleurs.

Le problème est entier pour nos organisations. Comment entrer en contact avec ces travailleurs ? Sur quelles bases les syndiquer ? Isolés comme ils le sont, comment leur assurer une protection minimale ?

Nous ne tournons pas le dos aux changements technologiques. Mais ce qui importe vraiment, c'est que tous les travailleurs soient protégés. Il faut requalifier ces travailleurs faussement indépendants en travailleurs salariés. Il faut des provisions juridiques et sociales pour les travailleurs qui évolueront dans des activités liées à ces nouvelles technologies.

**CE QUE NOUS VOULONS.
CE QUE NOUS REVENDIQUONS.
CE POUR QUOI NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.**

POUR UNE MODIFICATION MAJEURE DE LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

La Loi sur les normes du travail est la pièce centrale de la protection des travailleuses et des travailleurs. C'est le contrat de travail des personnes non syndiquées. Or cette loi influence aussi plusieurs milieux de travail syndiqués.

Deux millions de personnes œuvrant dans le secteur privé y sont soumises. C'est encore notre responsabilité de travailler à ce que leur sort soit amélioré ! Cette loi, qui touche autant le salaire que la durée du travail, les vacances, les jours fériés, les congés annuels, les avis de licenciement, doit être réformée.

Parmi les changements qui pressent, il y a la protection des salariés atypiques et des personnes embauchées par l'entremise d'une agence de placement. Il y a l'interdiction des disparités de traitement touchant le statut d'emploi, les assurances et les régimes de retraite. Il y a l'élargissement de la définition de « salarié ».

Les besoins grandissants en matière de conciliation famille-travail-études doivent être comblés. Comment justifier que des milliers de salariés n'aient pas accès à des congés payés pour raison de maladie ou de responsabilités familiales ? De jeunes parents sont quotidiennement engagés dans des courses folles qui les mènent à l'école, à la garderie, au travail, à la clinique. Des solutions durables doivent être trouvées.

POUR UN SALAIRE MINIMUM QUI PERMETTE DE SORTIR DE LA PAUVRETÉ

La dernière augmentation de 50 cents du salaire minimum ne suffit pas. À 11,25 \$ l'heure, il est impossible de sortir de la pauvreté, même en travaillant à temps plein.

Ce sont 220 000 personnes qui étaient concernées en 2016, dont 58,5 % de femmes. Une augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure aurait des répercussions sur environ le quart des travailleuses et des travailleurs québécois.

POUR UNE BONIFICATION DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

Serait-ce verser dans une démagogie primaire que de rappeler que certains ne sont pas inquiets pour leurs vieux jours ? N'insistons pas sur les très généreuses conditions de retraite concédées aux dirigeants de Tourisme Montréal, d'Hydro-Québec, de Loto-Québec ! N'insistons pas non plus sur les hausses de salaires des dirigeants de Bombardier, qui vit aux crochets de nos impôts ! On pourrait nous taxer de démagogie !

Constatons en revanche que dans les hautes sphères, les arrangements payants et les parachutes dorés font partie de l'ordinaire des choses. « On prend soin de son monde », comme le dit la publicité.

Voilà de quoi rendre incrédules tous ces travailleurs et travailleuses à qui on a imposé une transformation de leur caisse de retraite ou qui ont dû subir une baisse significative de leurs prestations !

Le gouvernement fédéral est engagé dans une réforme du Régime de pensions du Canada. Celui du Québec laisse toujours planer des doutes sur ses intentions.

Au nom de la compétitivité des entreprises, ce gouvernement trouve acceptable de mettre en avant une protection du revenu moindre se traduisant par un écart de plusieurs centaines de dollars par année entre une personne retraitée ici et une personne d'une autre province qui aurait eu le même revenu durant leur carrière. Il est insensible au fait que les Québécoises et les Québécois soient plus pauvres à la retraite !

Les pressions de plusieurs milieux, dont les syndicats, semblent ébranler le gouvernement québécois. Il envisagerait de changer sa politique et d'aligner le RRQ au Régime de pensions du Canada. Les futurs retraité-es du Québec ne méritent rien de moins. Jamais nous n'accepterons que le Parti libéral fasse des retraités québécois des citoyennes et des citoyens de seconde zone.

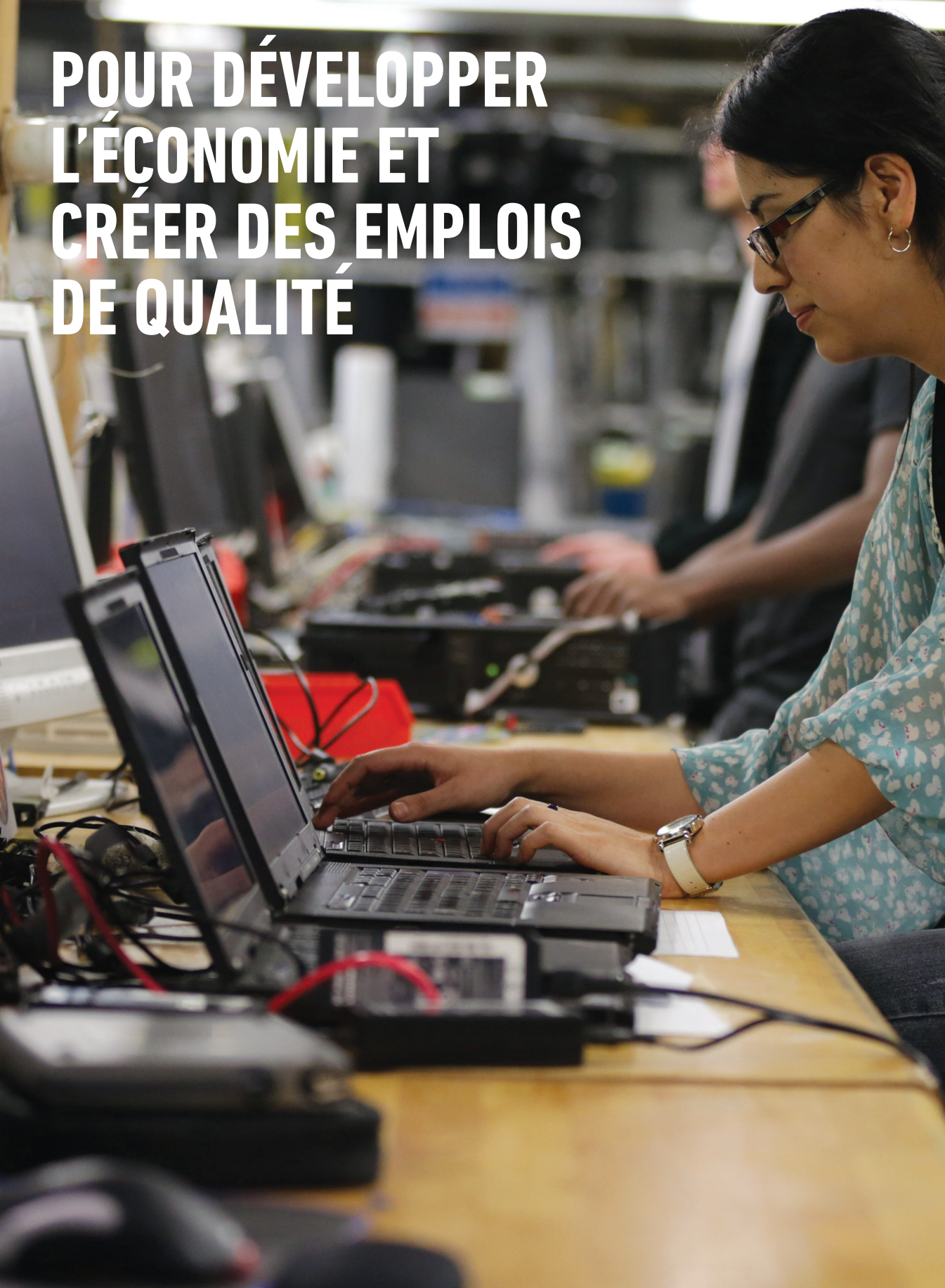
**AFIN D'ASSURER UNE SÉCURITÉ DU REVENU LA VIE
DURANT, LA CSN S'ENGAGE À MILITER ET À MOBILISER :**

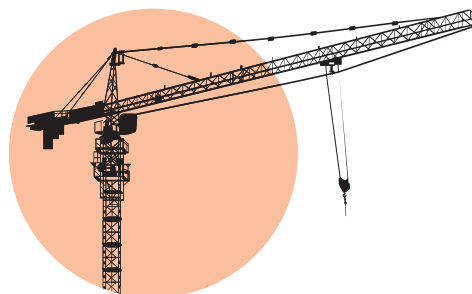
**Pour une réforme majeure de la Loi sur les normes
du travail.**

**Pour un salaire minimum à 15 \$ l'heure le plus
rapidement possible.**

**Pour une meilleure protection des revenus à la retraite
par une bonification du Régime de rentes du Québec
comparable à celle du Régime de pensions du Canada.**

**POUR DÉVELOPPER
L'ÉCONOMIE ET
CRÉER DES EMPLOIS
DE QUALITÉ**





Depuis la montée de l'idéologie néolibérale dans les années 1980, l'économie occupe tout l'espace public. Les raisons économiques, invoquées comme des mantras, sont présentées comme des évangiles.

La propagande a fini par persuader les gouvernements que c'est l'économie qui commande, qu'il faut la laisser faire, et que le politique n'est là que pour encadrer, sans rien diriger.

Il faut laisser le marché s'en occuper, disent-ils.

On en constate les conséquences. Leur intérêt à court terme est contraire aux intérêts à long terme des entreprises et de leurs salariés. Leur appétit d'ajouter rapidement de la valeur à leur investissement les pousse à vendre les entreprises à la pièce ou à délocaliser les usines sans que soient pris en compte les intérêts des travailleuses, des travailleurs et des régions.

DES AVANCÉES

Revendiquer des emplois de qualité n'est pas une affaire passée de mode ! Et ce n'est pas vrai que nous allons assister, sans réagir, à la dégradation des emplois, une dégradation organisée à haute échelle pour satisfaire les appétits du monde de la finance et du monde des affaires.

Cependant, malgré l'adversité, certains gains ont été réalisés ces dernières années. L'accès des femmes au marché du travail ainsi que la réduction des écarts salariaux en témoignent. Toutefois, beaucoup reste à faire.

Le recul du taux de chômage au Québec est aussi une bonne nouvelle. Mais il ne faut pas oublier que plus de 300 000 personnes sont toujours activement à la recherche d'un emploi et que le chômage frappe inégalement selon le genre, l'âge, l'origine, le niveau de scolarité ou la région.

On se souvient du slogan du Parti libéral lors de la dernière campagne électorale. On nous promettait un « effet libéral », une espèce d'opération du Saint-Esprit grâce à laquelle 50 000 emplois par année seraient créés. Or il ne s'en est créé que la moitié en moyenne par année depuis trois ans.

En perte de vitesse, le secteur manufacturier est particulièrement malmené. En 14 ans, il s'y est perdu 156 000 emplois de qualité. La CSN est souvent revenue à la charge pour exiger la mise en place d'une politique industrielle structurante et porteuse d'une vision d'avenir.

Or à quoi assiste-t-on ? À des décisions prises à la petite semaine, dictées par des intérêts à court terme, sans que soit engagée une véritable volonté politique susceptible d'avoir un impact réel sur le développement.

PRÉJUGÉ FAVORABLE AUX ENTREPRISES

Nous sommes sur une pente dangereuse. Loin de cacher son préjugé favorable pour le monde des affaires, le gouvernement adopte son discours et s'en fait le haut-parleur. Il suffit que les entreprises, les chambres de commerce et les associations patronales avancent des demandes pour que ce gouvernement les transforme en politiques.

Dans un Québec livré aux intérêts financiers, les entreprises sont choyées !

D'un budget à l'autre, les gouvernements réduisent leurs charges fiscales dans l'espoir de les voir investir et créer plus d'emplois. Ce qu'on trouve dans ces budgets ? Réduction graduelle du taux général d'imposition des sociétés ; diminution de la cotisation au Fonds des services de santé ; abaissement de la cotisation aux normes du travail et au Régime québécois d'assurance parentale ; réduction des exigences en matière de formation professionnelle.

Et quoi encore ?

La réalité, c'est qu'en dépit de toutes ces faveurs, les entreprises n'ont pas fait leur juste part. Les investissements privés ne sont pas au rendez-vous.

Faut-il s'en étonner ? La preuve est pourtant faite que la réduction du rôle de l'État et la diminution des charges fiscales ne sont pas des stratégies de développement économique gagnantes.

Le gouvernement Couillard a sabré les ressources financières consacrées au développement des régions. En abolissant les conférences régionales des élus et en fermant les centres locaux de développement, il a mis la hache dans un modèle de développement économique et régional qui avait pourtant fait ses preuves.

Plus idéologue que tous les gouvernements précédents, il a choisi de s'en remettre au monde patronal et de lui confier l'avenir du Québec. Des comités consultatifs, où on ne retrouve que des patrons, sont chargés de déterminer les voies de l'avenir. Évacuer la société civile, dont les syndicats, de tous les lieux de discussion et de décision fait partie de sa stratégie globale.

**CE QUE NOUS VOULONS.
CE QUE NOUS REVENDIQUONS.
CE POUR QUOI NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.**

POUR UN DROIT À LA FORMATION ET AU PERFECTIONNEMENT LA VIE DURANT

Personne ne peut prévoir le nombre et la nature des emplois de demain.

Dans un contexte incertain, l'accès à l'éducation, à la formation continue et au perfectionnement la vie durant devient essentiel. Il faut assurer aux nouvelles

générations une éducation de qualité. Un accès à l'enseignement supérieur dans les régions de même qu'un solide soutien financier doivent être rendus disponibles. On sait à quel point les cégeps sont des pôles actifs de développement en région.

Ces exigences sont incompatibles avec l'instrumentalisation du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Encore là, alors que l'adéquation entre la formation et l'emploi devrait être une préoccupation parmi d'autres, elle est érigée en objectif ultime. L'éducation est ainsi assujettie aux impératifs patronaux.

L'écrivain Yvon Rivard a dénoncé la formation d'une main-d'œuvre soumise aux caprices du marché, soutenant que « la seule dette que nous ne pourrions rembourser est un déficit de pensée et de conscience ».

L'éducation et la formation continue doivent répondre aux besoins des individus et déboucher sur des qualifications et des compétences reconnues et transférables. Une attention particulière doit être portée aux compétences de base et à la connaissance du français. Celles et ceux qui ont des difficultés à lire, à écrire, à calculer, ou qui ont des problèmes avec les nouvelles technologies, sont les plus vulnérables.

Les entreprises doivent prendre leurs responsabilités. Elles ne sont pas redevables qu'aux seuls actionnaires. Elles doivent offrir formation et perfectionnement à toutes les catégories de personnel.

POUR RELANCER LE SECTEUR MANUFACTURIER

Affirmer qu'il est possible d'avoir une économie nationale forte et diversifiée, une économie dans laquelle le secteur manufacturier jouera un rôle à sa mesure, avec des retombées dans toutes les régions du Québec, ce n'est pas entretenir une vision passéiste.

Depuis 2012, la CSN réclame la mise en place d'une politique industrielle dans laquelle le gouvernement assumerait un rôle proactif, où la qualité et la pérennité des emplois, de même que le développement durable seraient mis en avant.

Il faut rompre avec cette idée tenace que le Québec doit se cantonner dans l'exploitation des ressources naturelles. Les mesures et aides accordées en recherche et développement doivent se traduire en création d'emplois, ici. D'autres pays ont pu mettre sur pied une économie favorisant la deuxième et même la troisième transformation. Pourquoi pas nous ?

Nous affirmons aussi que la relance du secteur manufacturier n'est pas incompatible avec la protection de l'environnement. Cette relance doit être l'occasion de favoriser l'émergence de technologies propres, des technologies utiles dans le transport ou la production d'énergie. Une meilleure gestion des matières résiduelles, l'adoption de mesures d'efficacité énergétique, l'investissement dans des technologies moins polluantes sont autant de façons de protéger la planète tout en consolidant et en créant des emplois.

Fondation, le Fonds de la CSN pour la coopération et l'emploi, est résolument engagé dans cette voie, qui est la voie de l'avenir.

POUR UNE PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS

Nous croyons que pour soutenir le développement économique et social des régions, les groupes représentatifs de la société doivent en être partie prenante. Ce sont des instances véritablement démocratiques qui devraient avoir accès à des ressources financières adéquates.

Nous appelons le gouvernement libéral à « faire marche arrière ». Il doit cesser de réduire à néant les rares pouvoirs populaires encore à l'œuvre. Il doit, au contraire, renforcer la démocratie régionale en instituant des lieux de discussion et de décision.

AFIN DE SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DE QUALITÉ, LA CSN S'ENGAGE :

Pour un droit à la formation continue et au perfectionnement la vie durant.

Pour une politique industrielle en appui aux entreprises et aux filières industrielles, avec des exigences de création ou de maintien d'emplois de qualité ici, notamment dans des activités de deuxième et troisième transformation, et dans le respect de l'environnement.

Pour un renforcement de la participation des principaux acteurs sociaux et économiques dans le développement des régions.

POUR CONSOLIDER LES SERVICES PUBLICS





Depuis la Révolution tranquille, le Québec s'est doté d'un éventail de services publics qui n'a pas son équivalent en Amérique du Nord.

Fondés sur les principes d'universalité, d'équité, d'accessibilité et de qualité, ils soutiennent le développement économique et social et assurent une meilleure égalité des chances.

Certains choix nous sont propres. C'est le cas de nos services de garde éducatifs à contribution réduite et du réseau des cégeps.

Les services de santé et les services sociaux, l'éducation et les services de garde sont les premiers à nous venir à l'esprit. Mais les services publics recouvrent une réalité beaucoup plus large.

Qui pourrait se priver d'un approvisionnement continu en eau et en électricité ? Que se passerait-il si les rues n'étaient pas éclairées et dégagées, hiver comme été ? Les transports collectifs, les bibliothèques publiques, les musées, les parcs nationaux

et les installations sportives font aussi partie de notre quotidien, ce qu'on oublie trop souvent. Il ne faut pas mésestimer leur important apport à la vitalité des régions.

SERVICES PUBLICS ET AUSTÉRITÉ NE FONT PAS BON MÉNAGE

Aujourd'hui, et depuis plusieurs années, ces services publics, leur qualité, sont mis à mal par des politiques d'austérité imposées sans égard aux conséquences. Nous avons constamment dénoncé ces politiques, à toutes les époques. Mais jamais nous n'avons connu pareille agression à l'endroit de ce modèle que le Québec a patiemment construit. Cette austérité imposée à marche forcée par les libéraux depuis trois ans a fait de redoutables ravages, dont certains sont peut-être irréversibles.

Ces attaques, qui se sont traduites par des milliards de dollars de compressions dans les dépenses gouvernementales, ont provoqué des diminutions dracونيennes, sinon des pertes de services pour les citoyennes et les citoyens.

Chez l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du secteur public, ces compressions ont entraîné une grande incertitude et d'importantes surcharges de travail. Tous les services publics ont été touchés.

En éducation, tous les ordres d'enseignement subissent compression par-dessus compression. Des centaines d'écoles sont dans un état de délabrement avancé, envahies par des moisissures. On prive les enfants en difficulté de ressources professionnelles appropriées.

Que penser du sort réservé aux services de garde éducatifs à contribution réduite? En plus d'imposer des compressions, on a mis fin au tarif unique et imposé une modulation en fonction du revenu familial. Combinés aux crédits d'impôt pour frais de garde, ces choix ont favorisé les garderies commerciales à plein tarif, dont la qualité des services est souvent moindre.

En santé et en services sociaux, la situation est aussi très inquiétante. Alors que les besoins augmentent, les ressources ne suivent pas et la privatisation se poursuit. Le ministre continue son œuvre de déconstruction sans soumettre à

une évaluation sérieuse les changements déjà opérés, insensible aux effets de ces changements sur la qualité de vie des patients et du personnel et manipulant l'opinion publique avec des données incomplètes ou inexactes. Rempart contre l'arbitraire, le poste de Commissaire à la santé a même été aboli. Monsieur le ministre ne supporte pas les analyses indépendantes.

À cette situation intolérable s'ajoutent les conséquences de l'arrogance du gouvernement fédéral, qui vient de couper de façon unilatérale des milliards de dollars dans les transferts en santé.

Même le dernier rapport de la Protectrice du citoyen arrive à la conclusion que l'équilibre budgétaire a été atteint au prix d'une réduction des services directs à la population. Délais d'attente déraisonnables, offre de service déficiente, problèmes d'accès aux services de soutien à domicile, dégradation des soins par manque de ressources, notamment en CHSLD, hausses indécentes des salaires des médecins, absence de contrôle des prix des médicaments, en sont autant d'exemples. On constate aussi une privatisation accélérée des services de santé, en particulier dans l'hébergement des personnes âgées. Les soins spécialisés sont transférés du milieu hospitalier vers les cliniques privées.

Ce sont encore les femmes qui sont les grandes perdantes à la suite de ces compressions. Elles sont touchées comme travailleuses, car elles représentent une plus grande proportion de la main-d'œuvre. Elles sont aussi affectées comme usagères, car pour diverses raisons, elles utilisent davantage les services publics.

Il faut également déplorer le manque de ressources pour des missions aussi essentielles que le transport collectif, la francisation dans les milieux de travail, l'intégration des immigrants, l'inspection environnementale, la construction de logements sociaux et la lutte contre la pauvreté.

UNE VISION TRONQUÉE DES FINANCES PUBLIQUES

Au cours des dernières années, la CSN s'est fortement opposée aux compressions et aux coupes dans les services publics découlant de la politique d'austérité du gouvernement libéral.

Alors qu'il se félicite d'avoir atteint l'équilibre budgétaire et retrouvé des marges de manœuvre, nous devons redoubler d'ardeur pour forcer un changement de cap.

Le gouvernement détourne aussi des sommes de plus en plus importantes au remboursement de la dette. En plus d'augmenter d'année en année, les revenus alloués au Fonds des générations limitent grandement le financement des services publics tout en ayant peu d'incidence sur le ratio dette publique et produit intérieur brut.

Si les libéraux continuent de baisser les impôts, ceux des entreprises surtout, et de réduire la dette, le Québec s'enlisera dans une austérité permanente. La privatisation des services publics et le recours à la tarification et au principe de l'utilisateur-payeur s'accroîtront. Le modèle québécois sera dorénavant aligné sur le reste du Canada.

Cela est d'autant plus inacceptable que le gouvernement a sciemment exagéré le problème de la dette publique. Le Québec n'est pas la Grèce. Les comparaisons internationales montrent au contraire que le Québec a un niveau d'endettement qui se situe en haut de la moyenne des pays les moins endettés de l'OCDE.

Dans une analyse percutante où il démontre comment la recherche malade du déficit zéro a été catastrophique pour le développement économique, l'économiste Pierre Fortin, pourtant pas reconnu pour ses affinités syndicales, faisait, il y a quelques mois, les mêmes constats que nous. Si on avait accordé la priorité au soutien de l'économie plutôt que d'appliquer des mesures d'austérité, le Québec s'en porterait mieux et 30 000 emplois supplémentaires auraient été créés.

À l'heure où les besoins de réinvestissement dans les services publics sont criants, le gouvernement doit revoir ses orientations budgétaires. Les sommes annoncées dans le dernier budget ne compensent pas les compressions des dernières années.

**CE QUE NOUS VOULONS.
CE QUE NOUS REVENDIQUONS.
CE POUR QUOI NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.**

La seule façon d'équilibrer les finances publiques en respectant les choix de la population pour des services accessibles et de qualité, c'est d'accélérer la croissance des revenus de l'État. Pour ce faire, le gouvernement doit s'appuyer sur des politiques qui stimulent une croissance économique durable. Il doit aussi augmenter ses revenus autonomes en relevant les taux de certains impôts et taxes afin de financer nos services publics à la hauteur des besoins.

L'État a des moyens à sa disposition pour financer les services publics. Il a les outils pour intensifier la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal. Il peut instaurer un impôt minimum pour les entreprises. Il peut ajouter des paliers d'imposition pour les plus fortunés.

**AFIN D'ASSURER L'UNIVERSALITÉ, L'ACCESSIBILITÉ ET
LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS, LA CSN S'ENGAGE
POUR UN RÉINVESTISSEMENT FINANCÉ PAR UNE
AUGMENTATION DES REVENUS DE L'ÉTAT REPOSANT,
ENTRE AUTRES, SUR :**

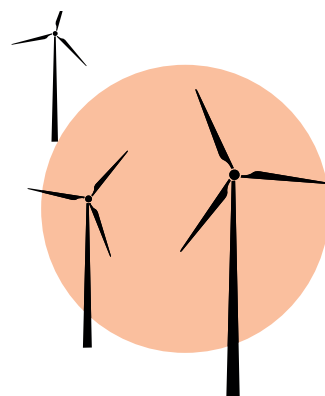
La lutte contre l'évitement fiscal et les paradis fiscaux.

L'instauration d'un impôt minimum pour les entreprises.

**L'ajout de paliers d'imposition pour les particuliers les
plus fortunés.**

POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



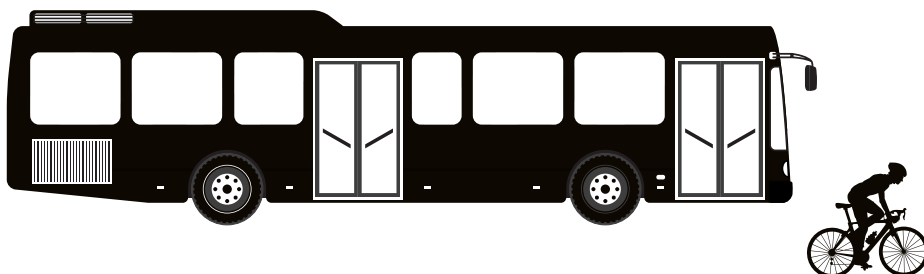


Le réchauffement climatique est la plus grande menace environnementale de notre temps.

Les scientifiques, les environnementalistes et même les grandes organisations capitalistes comme le Fonds monétaire international ou encore l'Organisation de développement et de coopération économique lancent le même message : il faut agir maintenant pour éviter le pire.

Le diagnostic est clair, quoi qu'en pensent les climato-sceptiques !

Si nous ne changeons pas radicalement nos modes de production et notre consommation, nous allons infliger des torts irréparables à la planète, des blessures qui vont hypothéquer les générations futures.



En 2015, le gouvernement de Philippe Couillard a adopté comme cible une réduction de 37,5 % des gaz à effet de serre pour 2030. Cette cible sera sans doute de la poudre aux yeux.

Le dernier bilan jette de sérieux doutes sur l'atteinte de cet objectif. Loin de s'accélérer, le rythme de réduction semble plutôt stagner.

La situation n'est guère plus réjouissante du côté fédéral. Le quotidien anglais *The Guardian* publiait le 17 avril une attaque en règle contre le premier ministre canadien, Justin Trudeau, soutenant que « cet homme est un désastre pour la planète », ajoutant que « Trump est un être déplaisant et dangereux, mais au moins ce n'est pas un fieffé hypocrite ».

LE STATU QUO N'EST PAS UNE OPTION

Lorsqu'il est question d'environnement, l'enjeu de l'emploi n'est jamais loin. Or le laisser-faire n'est pas une solution, et encore moins une façon de protéger nos emplois.



Remettre au lendemain n'est pas une option. Les effets négatifs risquent d'être encore plus importants et nos choix plus limités. Il ne faut pas se raconter d'histoires : même si nous parvenons à réduire nos émissions de gaz à effet de serre et à atteindre les cibles identifiées, nous subissons déjà — et subirons encore longtemps — l'impact des décennies passées.

Les transformations liées aux changements technologiques bouleversent le monde du travail et ont des points communs avec la transition énergétique. Mais une chose est claire : dans tous les cas de figure, il faut prendre les devants dès maintenant si nous voulons arriver à temps.

**CE QUE NOUS VOULONS.
CE QUE NOUS REVENDIQUONS.
CE POUR QUOI NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.**

UN PLAN D'ACTION CRÉDIBLE POUR ÉLIMINER NOTRE DÉPENDANCE AU PÉTROLE

La communauté internationale s'est entendue pour limiter le réchauffement planétaire. Plusieurs scientifiques estiment qu'il faut renoncer à l'exploitation de certains gisements d'hydrocarbures pour éliminer notre dépendance au pétrole. Heureusement, nous avons l'avantage de pouvoir compter chez nous sur des sources d'énergie propres et renouvelables.

Mais il faut admettre que la réduction de notre consommation de pétrole n'est pas une mince tâche, tant pour l'activité économique que pour les personnes et les collectivités.

UNE TRANSITION JUSTE

C'est l'impact sur les emplois qui demeure l'enjeu invisible dans ce débat crucial.

La transition énergétique exige l'adoption de nouvelles technologies et de nouveaux procédés qui auront des répercussions sur l'emploi. Même si ce virage, indispensable pourtant, peut être créateur de nouveaux types d'emplois, on sait qu'il affectera aussi, malheureusement, des activités existantes. Or dans ce débat comme dans d'autres, l'impact sur les travailleuses et les travailleurs n'est pas suffisamment pris en compte par les décideurs et la voix de leurs organisations n'est pas suffisamment entendue.

Nous maintenons que l'intervention de l'État est absolument nécessaire pour que cette transition se fasse dans des conditions acceptables afin d'éviter la multiplication des laissés-pour-compte. Dans les entreprises, un droit à l'information sur les changements à venir doit être reconnu et l'implication des personnes concernées doit être soutenue.

UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR SOUTENIR CES TRANSFORMATIONS

Le Québec peut devenir un chef de file dans la lutte contre les changements climatiques. Arrimés à une politique industrielle ambitieuse, le respect des politiques environnementales, l'obtention de certifications et l'adoption de technologies propres peuvent devenir des moteurs du développement durable au lieu d'être perçus comme de coûteuses contraintes.

S'en remettre aveuglément au secteur privé serait la pire des solutions. Les gouvernements doivent agir de sorte que les entreprises développent et utilisent des technologies propres et respectent les normes.

Un plan d'action crédible pour atteindre les cibles de réduction des émissions de GES doit être mis en place. Ce plan devra responsabiliser les employeurs et soutenir les travailleurs et leurs communautés.

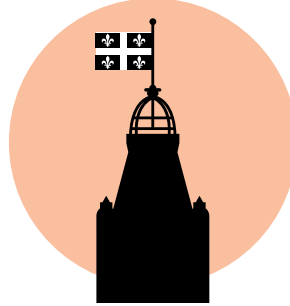
AFIN DE LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LA CSN S'ENGAGE :

Pour un plan d'action crédible visant l'élimination de notre dépendance aux hydrocarbures dans la perspective d'une transition juste et harmonieuse.

Pour une stratégie gouvernementale qui amène les entreprises à développer et à utiliser des technologies propres ainsi qu'à respecter les certifications environnementales.

POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE





Loin de s'estomper, le désabusement de la population à l'égard de la classe politique gagne du terrain. D'élection en élection, de plus en plus de personnes ne vont pas voter et semblent convaincues que, comme le disait l'humoriste français Coluche, « si voter changeait vraiment quelque chose, il y a longtemps que ç'aurait été interdit ».

Or il est possible qu'une des raisons favorisant cette abstention, ce soit la certitude que le candidat de leur choix n'a aucune chance de l'emporter dans leur circonscription.

Notre mode de scrutin uninominal engendre des décalages entre le vote exprimé et le nombre de sièges obtenus. Sans régler tous les problèmes, la mise en place d'un mode de scrutin avec une composante proportionnelle réduirait ces distorsions. Malgré qu'il ne soit pas une assurance contre la montée d'un populisme de droite, ce mode de scrutin serait plus représentatif de la volonté populaire.

Évidemment, on ne peut pas mesurer la vitalité démocratique à la seule participation électorale. Nous avons déjà dénoncé, par exemple, le rétrécissement des lieux de concertation opéré sous les libéraux dans les régions et dans le réseau de la santé.

L'accès à une information diversifiée et de qualité est essentiel pour assurer des débats et des prises de position éclairés sur différents enjeux touchant notre vie collective. Pourtant, l'information régionale est de moins en moins présente, les hebdomadaires disparaissant les uns après les autres, comme plusieurs radios locales.

Les entreprises médiatiques ne sont pas des entreprises commerciales semblables aux autres. À l'ère du numérique, les géants d'Internet, comme Facebook ou Google, accaparent une part toujours grandissante des revenus publicitaires.

En plus de ne pas créer d'emplois au Québec et de ne pas payer d'impôts, ces entreprises se contentent de relayer une information produite par d'autres. Même lorsqu'ils s'engagent dans l'univers numérique, les médias traditionnels, notamment les quotidiens imprimés, sont confrontés à une décroissance de leurs recettes publicitaires qui fragilise leur développement et, dans certains cas, menace leur survie. Preuve de cette décroissance, la part des revenus publicitaires réservée aux quotidiens a diminué de 31 à 18 % en dix ans.

**CE QUE NOUS VOULONS.
CE QUE NOUS REVENDIQUONS.
CE POUR QUOI NOUS ALLONS NOUS MOBILISER.**

UN MODE DE SCRUTIN PROPORTIONNEL MIXTE POUR LE QUÉBEC

Depuis plusieurs années, la CSN revendique l'instauration de ce mode de scrutin avec une composante proportionnelle qui tendrait à assurer une meilleure représentation régionale et une représentation égalitaire pour les femmes. Cette importante réforme ne peut se faire sans un véritable débat public et sans une consultation large de la population. Nous croyons que le Québec est prêt pour un tel changement.

UN SOUTIEN PUBLIC AUX MÉDIAS TRADITIONNELS

Plusieurs pays ont pris des mesures pour consolider leurs diffuseurs publics afin qu'ils soient en mesure d'offrir un contenu de qualité. Contrairement à d'autres régions, le Canada et le Québec sont loin derrière. En 2011, le fédéral versait 34 \$ par habitant à Radio-Canada, le Québec encore moins à Télé-Québec. Aucune comparaison avec le financement accordé par d'autres pays comme la Norvège avec 180 \$ par habitant, l'Allemagne avec 124 \$, ou la France avec 68 \$.

Dans ce contexte, l'État a le devoir de prendre les mesures appropriées pour garantir l'accès à une information de qualité. Il doit assumer ce rôle par du financement ou de la réglementation. Dans son dernier budget, le gouvernement libéral a commencé à reconnaître les problèmes de la presse écrite. Les solutions retenues demeurent toutefois trop timides. La crise que traversent les médias menace des centaines d'emplois. Mais elle hypothèque surtout la vigueur de notre vie démocratique.

À l'ère des fausses nouvelles, du règne de l'opinion au détriment des faits, plus que jamais avons-nous besoin de médias et de journalistes jouant le rôle de chiens de garde de la démocratie.

**AFIN DE RENFORCER LA DÉMOCRATIE,
LA CSN S'ENGAGE :**

**À favoriser l'adoption d'un mode de scrutin
proportionnel mixte.**

**À réclamer une aide financière publique adéquate et
des mesures réglementaires pour assurer la production
d'une information de qualité et diversifiée au Québec.**

VOIR LOIN, VISER JUSTE

Nous le savons, les temps sont difficiles. L'époque pourrait conduire au repliement sur soi. C'est une tentation à laquelle tant les individus que les organisations doivent résister. Ce serait justement laisser toute la place à ces forces auxquelles nous nous opposons et qui n'espèrent qu'une chose : nous voir disparaître ! Qui n'attendent qu'une chose : que nous nous taisions ! Qui n'agissent qu'en fonction d'une chose : nous réduire à l'état d'insignifiance !

Mais à la CSN, nous savons depuis longtemps que la solidarité est un puissant moteur de changement. Nous avons, en nous et avec les autres forces de progrès, les moyens qu'il faut pour poursuivre le combat, pour les arrêter dans leur entreprise de destruction des outils que nous nous sommes collectivement donnés.

Nous vivons la solidarité au quotidien dans nos milieux de travail. C'est sur cette conviction que, depuis près de 100 ans, nous fondons notre action syndicale, sociale et politique. Nous avons depuis longtemps dans nos objectifs la démocratisation des milieux de travail. Il faut poursuivre dans cette voie.

Nous luttons pour une société juste, égalitaire, équitable et solidaire. Nous sommes de tous les combats pour un État démocratique en dialogue avec la société civile afin d'assurer des services publics de qualité et une fiscalité en mesure de redistribuer la richesse.

La qualité de vie peut être améliorée. Il est possible d'agir de sorte que personne ne soit laissé pour compte. On peut faire d'autres choix. On peut faire les choses autrement.

Nos services publics et nos programmes sociaux nous ont aidés à traverser la crise de 2008 mieux que beaucoup d'autres sociétés. Notre richesse est mieux partagée ici que dans plusieurs sociétés. Mais on doit faire davantage. Il faut

consolider nos services publics. Il ne serait même pas exagéré de parler plutôt d'un sauvetage, tant les attaques sont sauvages, en particulier dans la santé et les services sociaux.

Or s'il y a des militantes et des militants qui pensent que tout ce que nous avons construit depuis la Révolution tranquille pourra survivre à quatre années de plus d'un gouvernement libéral, nous les invitons à y réfléchir sérieusement. Il y a des limites au-delà desquelles on ne peut plus réparer ce qui a été déconstruit.

Entretiens, plusieurs facteurs inquiètent. La montée de la précarité, les coupes accélérées dans les services publics et la perte de progressivité de notre régime fiscal sont des tendances lourdes qu'il faut combattre énergiquement.

Le soutien à la création d'emplois de qualité et la mise en place de programmes de protection sociale qui sécurisent le revenu la vie durant relèvent de décisions collectives et politiques. Il ne faut pas faire l'erreur de troquer la protection de l'environnement en échange d'une croissance éphémère.

L'idéologie néolibérale est à l'origine d'une vision réductrice du rôle de l'État. Les idées de cette droite affairiste qui est loin d'être généreuse, qui n'a aucune compassion pour les plus faibles, qui se fiche du sort des moins bien nantis, s'enracinent aussi au Québec. À l'approche d'un nouveau rendez-vous électoral, plus que jamais s'impose la nécessité d'attaquer son discours et de le démystifier.

**C'est ce que nous allons faire, toutes et tous ensemble,
réunis dans des luttes pour faire sortir la société
québécoise de cette dangereuse torpeur dans laquelle
elle s'enfonce !**

C'est à nous de proposer des solutions de rechange crédibles. C'est à nous, dans nos syndicats, de partager un projet collectif avec nos membres. C'est à nous, avec les autres forces de progrès, de créer des contre-pouvoirs, de bâtir un rapport de force pour remettre à l'ordre du jour, au Québec, l'espoir d'une société meilleure.

Depuis cent ans, la CSN, nos militantes, nos militants, nos organisations affiliées, ont répondu présents lors de tous les grands rendez-vous historiques qu'a connus le Québec. La CSN, nos militants, nos militantes, nos organisations affiliées, seront encore de tous ces combats qui nous attendent aujourd'hui, de tous ces combats qu'il nous faudra livrer demain !

csn.qc.ca
f t v

